

Délocalisations d'activités et risque de désindustrialisation en Europe

Résolution de la Commission Économique et Sociale
adoptée par le Conseil Central de Paris (3 juin 2005)

La Commission Économique et Sociale de la Ligue Européenne de Coopération Économique, réunie à Paris le 5 avril 2005:

- ◇ **relève** que trop souvent l'expression 'délocalisation' est utilisée de façon erronée, comme lorsqu'une entreprise européenne investit en Asie ou en Europe Centrale en vue d'y conquérir une part du marché local. La véritable délocalisation s'entend comme un investissement productif dans des pays à coûts de production moins élevés, s'accompagnant d'une cessation de ces activités au pays d'origine;
- ◇ **constate** que les transferts d'activités décidés par les entreprises - de fait, vers les PVD émergents comme la Chine et l'Inde et vers l'Amérique du Nord plus souvent que vers l'Est de notre continent - sont néanmoins une réalité qui touche maintenant non seulement les emplois peu qualifiés mais aussi, parfois, certains emplois de haute qualification, même si ce phénomène, d'ampleur variable selon les pays, doit être relativisé et s'il faut tenir compte du fait que les services liés à l'industrie continuent de se développer;
- ◇ **s'inquiète** d'une hostilité croissante, et à bien des égards exagérée, de l'opinion publique comme des décideurs envers ces phénomènes, perçus comme irréversibles et résultant de l'émergence (par ailleurs souhaitable) à l'économie moderne des pays à bas revenus, ce qui augmente le risque d'une assimilation abusive entre économie libérale, mondialisation, ouverture aux échanges extérieurs et pertes d'activités, de croissance et d'emplois;
- ◇ **note** le lien évident - confirmé par la moindre performance globale de la balance commerciale européenne - entre cette situation et le grave retard pris dans la mise en œuvre du processus de Lisbonne, qui devait faire de l'Union Européenne "la zone la plus compétitive du monde";
- ◇ **estime** que la réponse à cette situation ne peut être une économie fondée uniquement sur les services, dans la mesure où ceux-ci, que le projet de directive en cours de discussion encourage, ont aussi souvent besoin d'une base industrielle solide pour prospérer et ne se prêtent par ailleurs que partiellement à l'exportation. Il lui paraît impératif qu'un accent nouveau soit mis sur une politique véritablement favorable à l'initiative industrielle et visant à développer et à maintenir en Europe la part la plus élevée possible de la valeur ajoutée;
- ◇ **considère** qu'une politique économique défensive et protectionniste ne peut constituer une réponse adéquate à cette nouvelle manifestation de la globalisation et aux mutations qu'elle provoque. Seule une politique proactive, tournée vers des secteurs porteurs et en expansion, dans les services et dans l'industrie, permettra de sauvegarder le bien-être élevé de l'UE et de lui assurer une place de choix dans l'arène internationale;
- ◇ **observe** qu'en Europe même les pays qui obtiennent les taux de croissance les plus élevés et réussissent à développer l'emploi sont ceux qui ont - sans nécessairement

sacrifier leur modèle social - choisi une stratégie de réformes, d'innovation et de recherche-développement;

- ◇ **insiste** sur l'importance d'un effort accru - et à vrai dire sans commune mesure avec celui qui est consenti actuellement, tant par les budgets nationaux que par celui de l'Union Européenne - pour soutenir chacune des trois étapes essentielles: l'enseignement supérieur et la formation; la recherche-développement; la création et la croissance d'entreprises innovantes. Ceci nécessite non seulement que l'objectif de consacrer au moins 3% du PIB de nos pays à la R & D soit véritablement et rapidement atteint, mais aussi que les moyens de l'enseignement supérieur soient accrus et son régime rendu plus concurrentiel (ce qui permettra en particulier de renforcer son attractivité pour les chercheurs), que la formation professionnelle soit renforcée et mieux adaptée aux besoins des firmes de toutes tailles, dans l'industrie et dans les services, et qu'un effort concentré soit fait en faveur de l'innovation de marché;
- ◇ **soutient** les réflexions entreprises sur l'opportunité d'une révision de l'accent mis jusqu'à présent par la Commission Européenne sur la seule protection du consommateur dans la politique de la concurrence, en s'opposant à des regroupements esquissés par les entreprises;
- ◇ **recommande** que la politique de la BCE, tout en tenant compte de sa mission de lutte contre l'inflation, reste accommodante tant que la croissance n'aura pas retrouvé un bon niveau en Europe;
- ◇ **confirme** également la nécessité de réformes structurelles profondes en matière de fiscalité, d'allègement des réglementations, de flexibilité du marché du travail et de réajustement des régimes sociaux (retraites, santé, assurance-chômage, ...) afin, notamment, de favoriser un taux d'emploi plus élevé;
- ◇ **appelle**, tout en réaffirmant les effets positifs d'une économie de marché libre et neutre, à une relance des négociations commerciales internationales pour assurer une couverture sociale minimum dans tous les pays et garantir une concurrence équitable, notamment par un effort conjoint pour lutter contre des pratiques comme la contrefaçon, qui entravent cette concurrence et sapent trop souvent les efforts d'innovation des entreprises, et pour assurer le respect des principes de développement durable.

- - - - -